



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Lundi 29 janvier 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

REVUE DE L'ARBITRAGE

BULLETIN
DU COMITÉ FRANÇAIS DE L'ARBITRAGE

ANNÉE 2023 – N° 4 – OCTOBRE-DÉCEMBRE

SOMMAIRE

	Pages
DOCTRINE :	
— Religion, <i>paideia</i> et arbitrage : une chronique-monde par François-Xavier LICARI.....	915
— <i>Tutto deve cambiare perché tutto cambi?</i> , La réforme du droit italien de l'arbitrage par William BRILLAT-CAPELLO.....	959
— Présentation de la nouvelle loi grecque sur l'arbitrage international, par Athina FOUCHARD PAPAESTRATIOU, Marina PAPADATOU et Marily PARALIKA.....	991
JURISPRUDENCE FRANÇAISE :	
— « Incapacité financière et convention d'arbitrage : le droit français à son point d'équilibre », note sous Cass. civ. 1 ^{re} , 27 septembre 2023, par Maximin DE FONTMICHEL.....	1015
— « A la recherche du juste équilibre entre contrôle de la conformité de la sentence à l'ordre public de fond, efficacité de la sentence et ordre public procédural », note sous Cass. civ. 1 ^{re} , 17 mai 2023, par Céline GREENBERG.....	1032
— « Le surprenant abandon du contrôle du respect arbitral des règles procédurales choisies par les parties », note sous Cass. civ. 1 ^{re} , 13 avril 2023, par Paul GIRAUD.....	1051
— « Une éclaircie dans l'indépendance des arbitres examinée <i>in concreto</i> et un clair-obscur dans l'égalité des parties	

dans la constitution du tribunal arbitral », note sous Cass. civ. 1 ^{re} , 9 novembre 2022, par Daniel COHEN	1057
— « La caducité d’une convention d’arbitrage conclue en considération de la personne de l’arbitre », note sous Paris, 6 juin 2023, par François-Xavier TRAIN	1070
CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE ÉTRANGÈRE :	
— Suisse, par Pierre-Yves TSCHANZ et Frank SPOORENBERG . .	1103
CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE ARBITRALE EN DROIT DES INVESTISSEMENTS :	
— dirigée par Malik LAZOUZI, avec les contributions de Philippe COLEMAN et Eduardo SILVA ROMERO.	1129
SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE	1175
INFORMATIONS :	
— Colloque organisé par l’Association Francarbi, 7 juin 2024, « Les différences culturelles dans l’arbitrage international »	1199
BIBLIOGRAPHIE :	
— WITZ (Claude), <i>Vente internationale de marchandises (Conventions de Vienne et de New York Contrat – Prescription)</i> , par Charles JARROSSON	1201
LIVRES REÇUS	1203
TABLES GÉNÉRALES	1205

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
25 janvier 2024
n° 3 / 8024^a
pages 105 à 160



Version numérique incluse*



ÉDITORIAL

105 La chalandise universitaire, *Didier Guével*

ACTUALITÉS

- 108 Salariés (garantie des salaires): portée de la subrogation de l'AGS
- 109 Cession de droits sociaux (évaluation): déroulement de l'expertise
- 111 Bail d'habitation (congé du locataire): délai de préavis réduit
- 113 Données personnelles (domaine): commission d'enquête parlementaire
- 116 Travail dissimulé (délict): consentement des salariés pour leur audition

POINTS DE VUE

- 117 Concéder une remise pour maintenir le flux d'affaires. Vraiment rien à redire?, *Frédéric Buy*
- 119 Espace européen des données de santé: portée de la proposition de règlement, *Francis Megerlin*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 130 **Chronique:** Le transfert au tribunal des activités économiques du contentieux du bail commercial en lien avec les procédures collectives: une fausse bonne idée, *Fabien Kendérian*
- 136 **Panorama:** Droit de la presse, *Emmanuel Dreyer*
- 146 **Notes:** La reviviscence européenne de la casuistique: la Cour de Strasbourg face au cas limite



- de la procréation *post mortem patris*, note sous CEDH 14 sept. 2023, *Anné-Blandine Caire*
 150 L'option entre le régime de responsabilité du fait des produits défectueux et le droit commun de la responsabilité délictuelle pour faute, note sous Civ. 1^{re}, 15 nov. 2023, *Vincent Rivollier*
 156 Prescription de l'action en contrefaçon en droit d'auteur: les difficultés de l'application du droit commun, note sous Civ. 1^{re}, 15 nov. 2023, *Julien Douillard*

ENTRETIEN

160 François Martineau – Argumentation judiciaire et plaidoirie

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
 10 place des Vosges - CS 90358
 92072 Paris La défense Cedex
 Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
 www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENT, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
 STÉPHANE DURET
 DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
 CAROLINE SORDET
 DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
 HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNAVENT, NICOLAS DIEBAUX,
 BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON et PHILIPPE MÉRLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{er} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
 ventes@dalloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Janvier 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Didier Guével

105

La chalandise universitaire

ACTUALITÉS

108

DROIT DES AFFAIRES

Entreprise en difficulté

Salariés (garantie des salaires): portée de la subrogation de l'AGS, *Com. 17 janv. 2024*

Responsabilité pour soutien abusif: notion d'acte frauduleux, *Com. 17 janv. 2024*

Liquidation judiciaire (insaisissabilité): portée de la clôture de la procédure, *Com. 17 janv. 2024*

Fonds de commerce et commerçants

Bail commercial (renouvellement): clauses et conditions du bail expiré, *Civ. 3^e, 11 janv. 2024*

Société et marché financier

Cession de droits sociaux (évaluation): déroulement de l'expertise, *Com. 17 janv. 2024*

Construction-Urbanisme

Changement d'affectation (date): présomption d'usage d'habitation au 1^{er} janvier 1970, *Civ. 3^e, 11 janv. 2024*

Sous-traitance: responsabilité du maître de l'ouvrage et de l'entrepreneur, *Civ. 3^e, 18 janv. 2024*

113

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (domaine): commission d'enquête parlementaire, *CJUE 16 janv. 2024*

114

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Mise en danger d'autrui (salariés syriens): non-application de la loi française, *Crim. 16 janv. 2024*

Procédure pénale

Enquête préliminaire (perquisition): fouille d'un véhicule, *Crim. 16 janv. 2024*

Garde à vue (majeur protégé): inconstitutionnalité du régime, *Cons. const. 18 janv. 2024*

109

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Vente (vice caché): critère de la qualité de vendeur professionnel, *Com. 17 janv. 2024*

Famille-Personne-Succession

Succession (imputation des libéralités): usufruit et pleine propriété, *Civ. 1^{re}, 17 janv. 2024*

Recl de communauté: parts sociales d'une société en participation, *Civ. 1^{re}, 17 janv. 2024*

Filiation (contestation de paternité): mise en cause de l'enfant, *Civ. 1^{re}, 13 déc. 2023*

111

DROIT IMMOBILIER

116

DROIT PUBLIC

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550
Filiale du groupe Lefebvre-Sarut
La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

Bail

Convention d'occupation précaire: obligation de délivrance et d'entretien, *Civ. 3^e, 11 janv. 2024*

Bail d'habitation (congé du locataire): délai de préavis réduit, *Civ. 3^e, 11 janv. 2024*

Bail rural (droit de préemption): portée d'un pacte de préférence, *Civ. 3^e, 11 janv. 2024*

Bail rural (cession autorisée): effets à l'égard du bailleur, *Civ. 3^e, 11 janv. 2024*

Environnement

Biodiversité (agence française): contrôle des terres agricoles, *Crim. 16 janv. 2024*

116

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Travail dissimulé (délict): consentement des salariés pour leur audition, *Crim. 16 janv. 2024*

Recueil Dalloz - 25 janvier 2024 - n° 3

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

25 janvier 2024 - n° 3 / 8024^e



POINTS DE VUE

117

Concéder une remise pour maintenir le flux d'affaires. Vraiment rien à redire?
par Frédéric Buy

119

Espace européen des données de santé: portée de la proposition de règlement
par Francis Megerlin



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

122

Pour une nouvelle approche de l'accompagnement des entreprises en difficulté à l'aune de la RSE
par Cécile Jouin et Laura Sautonie-Laguionie

130

Le transfert au tribunal des activités économiques du contentieux du bail commercial en lien avec les procédures collectives: une fausse bonne idée
par Fabien Kendérian

PANORAMA

136

Droit de la presse
janvier 2023 – décembre 2023
par Emmanuel Dreyer

NOTES

146

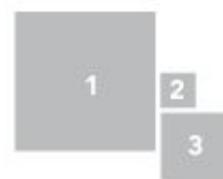
La reviviscence européenne de la casuistique: la Cour de Strasbourg face au cas limite de la procréation post mortem patris, note sous CEDH 14 sept. 2023
par Anne-Blandine Caire

150

L'option entre le régime de responsabilité du fait des produits défectueux et le droit commun de la responsabilité délictuelle pour faute,
note sous *Qv. 1^{re}, 15 nov. 2023*
par Vincent Rivollier

156

Prescription de l'action en contrefaçon en droit d'auteur: les difficultés de l'application du droit commun,
note sous *Qv. 1^{re}, 15 nov. 2023*
par Julien Douillard



ENTRETIEN

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr**

DROIT & PATRIMOINE

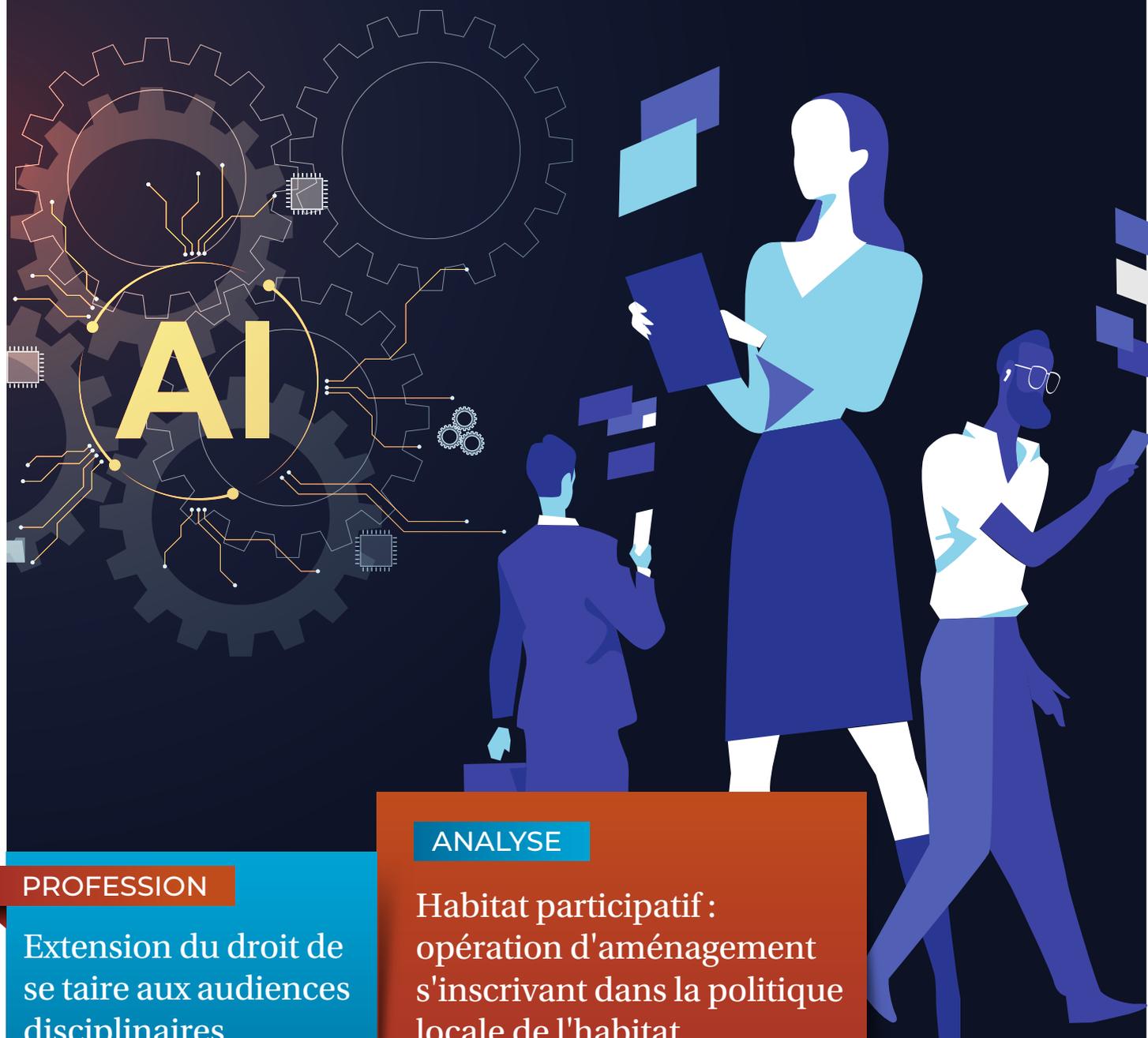
LE MENSUEL
DE TOUS
LES PRATICIENS
DU DROIT

N°342 • janvier 2024

Prix au n° : 43,58 € HT – 44,50 € TTC. Abonnement annuel : 475,02 € HT – 485 € TTC.

DOSSIER

DATA, FINANCE ET DROIT



PROFESSION

Extension du droit de se taire aux audiences disciplinaires

ANALYSE

Habitat participatif : opération d'aménagement s'inscrivant dans la politique locale de l'habitat

DROIT & PATRIMOINE

JANVIER 2024 • N° 342

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

Olivia Grégoire aux libéraux :

« aidez-moi à vous aider » 6

Le 8 décembre 2023, au 31^e congrès de l'Union nationale des professions libérales (UNAPL), la ministre déléguée chargée des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, Olivia Grégoire, s'est prêtée au jeu des questions réponses des participants au Congrès, annonçant plusieurs réformes à venir. Résumé.

ENTRETIEN

« Les notaires peuvent aider les parisiens dans l'analyse de leur patrimoine immobilier » 8

La Ville de Paris achèvera en 2024 la procédure de révision de son plan local d'urbanisme (PLU) dit « bioclimatique ». En quoi consiste-t-il exactement ? Quels sont ses objectifs ? Quels points de vigilance pour les propriétaires d'immeubles dans la capitale ? Michèle Raunet, notaire associée au sein de l'étude Cheuvreux, a répondu aux questions de Droit & Patrimoine.

PROFESSIONS

Extension du droit de se taire aux audiences disciplinaires 10

À l'occasion d'une question prioritaire de constitutionnalité portant sur des poursuites disciplinaires contre un notaire, le Conseil constitutionnel a affirmé le principe la notification du droit de se taire en matière de discipline professionnelle.



DOSSIER

DATA, FINANCE ET DROIT

- **Avant-propos : data, finance et droit – pour une réglementation claire et conforme** 24
par Moundir Akasbi, directeur du MBA droit des affaires et MBA conformité – ESLSCA Paris, avocat au barreau de Paris
- **La maîtrise des données extra-financières par les entreprises** 28
par Lucie Creac'h, étudiante à l'ESLSCA Business School, MBA 2 Conformité et gestion des risques
- **Financial data access et compliance** 31
par Antoine Anglerot, étudiant ESLSCA Business School, MBA 2 Conformité et gestion des risques
- **Encadrement juridique de l'IA dans le secteur financier : quelle évolution ?** 34
par Sabine Marcellin, juriste en droit du numérique et de protection des données dans le cabinet d'avocats Oxygen+, chargée de cours de droit de l'intelligence artificielle pour Kedge BS
- **Un droit des données au service des objectifs de développement durable** 37
par Alexandre Cordahi, avocat honoraire – Paris, ancien chef de projets et programmes financés UE

SOMMAIRE

ACTUALITÉ • PRATIQUE • ANALYSE • DOSSIER • JURISPRUDENCE

ANALYSE

HABITAT PARTICIPATIF

L'habitat participatif: une opération d'aménagement qui s'inscrit dans la politique

locale de l'habitat 12

par Fabrice Burgaud, avocat général référendaire

ANALYSE

DROIT DES CONTRATS SPÉCIAUX

Vente de la chose d'autrui: la confirmation de l'avant-projet de réforme du droit des contrats spéciaux

..... 17

par Yoann Nabat, Docteur en droit privé et sciences criminelles, enseignant-chercheur contractuel, ISJC, université de Bordeaux

CHRONIQUE

Droit des biens 2024 56

• **La valorisation des actifs immatériels** 40

par Bernard Attali, manager partner, gouvernance et valeurs

• **Intelligence artificielle et fonctions conformité** 43

par Vincent Guérin, lead director risques, conformité et contrôle interne, onepoint, enseignant à l'ESLSCA en droit de la conformité

• **La conformité contribue-t-elle à une meilleure maîtrise des données au sein des institutions financières ?** 46

par Camille Baudouin, présidente de Baudouin Advisory (risques, réglementaire et conformité), enseignante à l'ESLSCA Business School, Sciences Po Paris

• **Données client et lutte anti-blanchiment et financement du terrorisme (LCB-FT)** 49

par Denis Trouchaud, directeur conformité et juridique, Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) France

• **IA et compliance, un couple solide** 52

par Julien Briot-Hadar, expert conformité et fraude fiscale

© ALFAN SUBEKTI / HURCAI

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 4 du 29 janvier 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Les juges dans l'allocution

N° 112 - Par Christophe JAMIN

LES ACTEURS | DROIT ET SOCIÉTÉ

« De l'avenir des femmes peut naître celui de l'Europe »

N° 113 - Par Florence CREUX-THOMAS

L'APERÇU RAPIDE | ÉLECTIONS

La métropole de Lyon, un département à statut particulier

N° 114 - Par Michel VERPEAUX

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Condition de subsidiarité et absence de preuve d'un contrat de prêt

N° 115

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Garantie des vices cachés : nécessité de caractériser la qualité de vendeur professionnel

N° 116

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 18 au 24 janvier 2024

N° 117

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 8 au 14 janvier 2024

N° 118

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PREUVE

Du droit à la preuve

N° 119 - Par Dominique PONSOT et Hugues FULCHIRON

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PREUVE

Recevabilité d'une preuve déloyale en matière civile : l'inexorable ascension du droit à la preuve

N° 120 - Par Géraldine VIAL

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

Fondement du droit à réparation de la victime d'un accident de la circulation et conditions de son indemnisation par le FGAO

N° 121 - Par Nicolas RIAS

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Inconstitutionnalité de l'absence d'obligation légale d'aviser le tuteur ou le curateur d'un majeur protégé en cas de défèrement

N° 122

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | DROIT PÉNAL DE L'ENVIRONNEMENT

Agence française pour la biodiversité : la visite de terrains agricoles ne suppose pas l'information préalable du procureur de la République, ni l'assentiment du propriétaire

N° 123

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Publication d'une circulaire relative à la prise en charge des victimes d'actes de terrorisme

N° 124

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 18 décembre 2023 au 7 janvier 2024

N° 125

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | DÉTENTION PROVISOIRE

Abandon du cumul de fonctions juge chargé de l'homologation / juge des libertés et de la détention

N° 126 - Par Philippe COLLET

AFFAIRES | SOCIÉTÉS

Évaluation des droits sociaux : précisions sur les obligations respectives de l'expert et du juge

N° 127

AFFAIRES | ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Absence d'autorité de la chose jugée en cas d'événement nouveau : illustration avec l'action en paiement contre les associés d'une SCI en liquidation judiciaire

N° 128

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Journal officiel du 18 au 24 janvier 2024

N° 129

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Arrêts P de la Cour de cassation du 8 au 14 janvier 2024

N° 130

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

[Nullité de la convention individuelle de forfait-jours en cas de méconnaissance des mesures supplétives](#)

N° 131 - Par Gilles DEDESSUS-LE-MOUSTIER

SOCIAL | SALAIRES

[Subrogation de l'association de garantie des salaires \(AGS\) et créances garanties par le superprivilège : d'utiles précisions apportées par la Cour de cassation](#)

N° 132

SOCIAL | SURVEILLANCE DES SALARIÉS

[Amazon écope d'une lourde amende de la CNIL](#)

N° 133

SOCIAL | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 8 au 14 janvier 2024](#)

N° 134

PUBLIC ET FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

[Provision pour taxe indûment versée et office du juge du référé-provision](#)

N° 135 - Par Lucienne ERSTEIN

PUBLIC ET FISCAL | NATIONALITÉ

[Le décret relatif au certificat de nationalité française est partiellement annulé](#)

N° 136

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 18 au 24 janvier 2024](#)

N° 137

PUBLIC ET FISCAL | URBANISME

[Lotissement à un seul lot et contrôle applicable au reliquat non inclus dans l'opération](#)

N° 138 - Par Olivier LE BOT

EN RÉGION | PROCÉDURE CIVILE

[La procédure civile à Tahiti : une galère au pays des pirogues](#)

N° 139 - Par Pascal GOURDON

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

[L'important c'est de participer !](#)

N° 140 - Par Emmanuelle GINDRE

[La Semaine de la doctrine](#)



LA CHRONIQUE | COMMERCE INTERNATIONAL

[Droit du commerce international](#)

N° 141 - Par Gautier BOURDEAUX, Michel MENJUCQ et Cyril NOURISSAT

LA VIE DES IDÉES | UNION EUROPÉENNE

Souveraineté numérique européenne : entre faux-semblants et opportunités

N° 142 - Par Patrice NAVARRO

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

Droit bancaire et procédure civile - Les clarifications utiles

N° 143

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

Droit des affaires de l'Union européenne

N° 144

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | VIOL

3 questions à Catherine Le Magueresse, chercheuse associée à l'Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne, Paris1 - Panthéon Sorbonne

N° 145

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | VIOL

3 questions à Salomé Cohen, avocate pénaliste

N° 146

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Les chantiers prioritaires du barreau de Paris

N° 147

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AIDE JURIDIQUE

Les plafonds d'admission à l'AJ pour 2024 sont publiés

N° 148

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MINEURS

Modalités de mise en oeuvre des nouvelles dispositions en matière d'assistance éducative

N° 149

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 4 du 25 janvier 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

BANQUE

3 QUESTIONS - Nouvelles modifications des exigences du HCSF en matière de crédit immobilier

N° 83 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

MARCHÉ FINANCIER

Protection des données des entreprises : rappel de bonnes pratiques en matière de diffusion de l'information privilégiée par l'AMF

N° 84

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Actes pratiques et ingénierie sociétaire

N° 85

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Crédits carbone issus du marché volontaire

N° 86

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Baromètre national des entreprises 2023

N° 87

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | ASSURANCE

Nouvelle instruction relative aux documents annuels à communiquer en lien avec la durabilité dans le domaine des services financiers

N° 88

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Bail commercial : la convention d'occupation précaire n'est régie que par la convention des parties

N° 89

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

LBC/FT : l'ABE étend ses lignes directrices aux prestataires de services sur crypto-actifs

N° 90

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Retour au calcul trimestriel du taux d'usure

N° 91

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

Condition de subsidiarité et absence de preuve d'un contrat de prêt

N° 92

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Retraite des chefs d'entreprise et transmission : diffusion d'un « Questions-Réponses »

N° 93

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Conditions d'application de l'article L. 650-1 du Code de commerce : définition et appréciation de l'acte frauduleux

N° 94

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Le liquidateur qui n'a pas fait valoir des prétentions en appel ne peut le faire devant la Cour de cassation

N° 95

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Garantie des salaires : droit de l'AGS subrogée dans les droits des salariés de recevoir un paiement sur les premières rentrées de fonds

N° 96

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Insaisissabilité de la résidence principale, clôture pour insuffisance d'actif et commandement de saisie-vente

N° 97

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Le titulaire d'un droit antérieur peut agir en nullité d'une marque déposée postérieurement

N° 98

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Évaluation des droits sociaux : précisions sur les obligations respectives de l'expert et du juge

N° 99

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | VENTE

Garantie des vices cachés : nécessité de caractériser la qualité de vendeur professionnel

N° 100

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX SOCIAL

Recevabilité d'un enregistrement clandestin comme mode de preuve : première application par la chambre sociale

N° 101

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX SOCIAL

Articulation des compétences entre la juridiction chargée du contentieux de la tarification de l'assurance des AT-MP et celle chargée du contentieux de la sécurité sociale

N° 102

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Licenciement économique d'un salarié protégé : office du juge judiciaire en cas de discrimination syndicale

N° 103

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES

De la possible désignation d'un membre du Codir comme représentant de la section syndicale

N° 104

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | DOUANE

Biens à double usage : méthode de collecte et de publication des données qui devraient figurer dans le rapport annuel de l'UE

N° 105

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Aménagement de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

N° 106

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Réduction du taux du plafonnement de la CET en fonction de la valeur ajoutée 2024 à 2026

N° 107

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Aménagements du dispositif des jeunes entreprises innovantes

N° 108

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Nouveaux aménagements des exonérations liées à la prise en charge des frais de

transport par l'employeur

N° 109

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Prorogation de 2 ans de la majoration temporaire du taux de la réduction d'impôt ESUS

N° 110

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Cessions par un non-signataire et assemblées avec des nonassociés : des nullités en cascade !

N° 1021 - Par Serge VICENTE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Précisions sur les effets d'une procédure de liquidation d'une entreprise d'assurance ouverte dans un État de l'Union européenne sur une instance en cours en France

N° 1022 - Par Gérard JAZOTTES

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Droit de l'internet

N° 1023 - Par Agnès ROBIN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Le contrôle de la clause de forclusion à l'aune du déséquilibre significatif : une partie remise

N° 1024 - Par Yasmina IDANI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SÛRETÉS

Sûreté réelle pour autrui et traitement de l'insolvabilité dans le projet de Code européen des affaires

N° 1025 - Par Michael TOTA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | OBLIGATION D'INFORMATION

Le manquement du concédant à son obligation précontractuelle d'information peut libérer le concessionnaire de son obligation de se renseigner

N° 1026 - Par Anouk BORIES

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Clauses faisant échec au renouvellement du bail et action en réputé non écrit : la confirmation de l'épée de Damoclès

N° 1027 - Par Isabelle BOISMERY

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COMITÉ DE GROUPE

Comité de groupe : une personne physique peut être qualifiée d'entreprise dominante

N° 1028 - Par Hugo REVILLON

[Consulter le PDF](#)

Conditions d'application du régime dérogatoire des sociétés civiles de construction-vente

N° 1029 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

DOCTRINE

De nouvelles modalités de récupération sur succession
de l'allocation de solidarité aux personnes âgées

Christelle Rieubernet

Droit pénal des mineurs et justice restaurative :
des interprétations et des confusions très dommageables

Robert Cario

JURISPRUDENCE

À l'audience, le respect de la parole en dernier
à la défense est d'or
(Cass. crim., 6 sept. 2023, n° 22-85866)

Nacéra Amraoui

L'entrepreneur individuel à responsabilité limitée
en surendettement : la jurisprudence piétine
(Cass. 2^e civ., 26 oct. 2023, n° 21-25581)

Véronique Legrand

Congés payés et arrêts maladie : au tour du Conseil
constitutionnel d'être saisi
(Cass. soc., 15 nov. 2023, n° 23-14806)

Bruno Serizay

PRATIQUE

Retraites : comment acheter des trimestres ?

Romain Thiesset

DOCTRINE

LPA202u0 Mise en place de la réforme de déconjugalisation de l'allocation versée aux adultes handicapés

PAGE 5

Isabelle Corpart

Les personnes qui sont en situation de handicap ont droit à une allocation adultes handicapés, mais il y a peu de temps encore le calcul du montant dû prenait en compte les ressources du conjoint ou compagnon quand le bénéficiaire était en couple. Des changements importants viennent d'être apportés en la matière depuis le 1^{er} octobre 2023 car la déconjugalisation de l'AAH a modifié le calcul de cette allocation.

LPA202t7 L'étranger sous OQTF et la procédure pénale

PAGE 8

Xavier Pottier

Les relations entre les procédures administratives d'éloignement du territoire d'un étranger en situation irrégulière et les poursuites pénales dont ce dernier peut faire l'objet sont marquées par un mélange de dépendance et d'indépendance qui vise à satisfaire à la fois le principe de séparation des pouvoirs, les droits de la défense et l'exigence constitutionnelle de sauvegarde de l'ordre public. D'indépendance d'abord, qui se manifeste surtout dans le principe même du pouvoir de prendre une décision administrative d'éloignement d'un étranger malgré l'engagement de poursuites pénales à son encontre, et dans la relative autonomie dont jouit la légalité de cette décision par rapport auxdites poursuites. De dépendance ensuite, qui se manifeste plutôt pour l'exécution de la décision d'éloignement, alors souvent sujette à des suspensions liées au contrôle judiciaire ou à l'exécution de la peine, mais qui peut aussi, exceptionnellement, s'exercer à l'égard du juge de l'application des peines, lequel ne peut prononcer une mesure probatoire quand l'étranger détenu a fait l'objet d'une mesure d'éloignement. Certaines circonstances, telles que le prononcé d'une interdiction de retour, peuvent néanmoins conduire à une certaine tension entre ces deux tendances opposées, que les jugements des juridictions du fond les plus récents essaient de surmonter à la lumière des exigences de la réglementation du droit à assister à son procès pénal, telles que les a récemment explicitées la Cour de justice de l'Union européenne.

LPA202t6 De nouvelles modalités de récupération sur succession de l'allocation de solidarité aux personnes âgées

PAGE 18

Christelle Rieubernet

Le montant du seuil de récupération sur succession des sommes versées au titre de l'allocation de solidarité aux personnes âgées est relevé et indexé depuis le 1^{er} septembre 2023.

LPA202s8 Le terme climatique, un nouvel horizon contractuel ?

PAGE 21

À propos du bail réel d'adaptation à l'érosion côtière (BRAEC)

Sylvain Mercoli

La notion de « terme climatique », parfois évoquée, demeure, à bien des égards, singulière pour le juriste, alors même que le droit épouse un vaste mouvement de transformation et de transition lié à la protection de l'environnement, objectif de valeur constitutionnelle. Pourtant, le terme climatique, c'est-à-dire la reconnaissance de la variation à plus ou moins longue échéance du changement des températures et de la météorologie menaçant le vivant, inscrit dans un rapport d'obligation, permet d'anticiper et de prévoir de telles évolutions. S'agissant d'un événement futur et certain, il conduit naturellement à l'extinction progressive de liens obligatoires nés contractuellement. L'exemple du bail réel d'adaptation à l'érosion côtière, pris en application de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, en fournit l'illustration. Permettant aux zones exposées au recul de la ligne de séparation de la terre et de la mer d'être exploitées, ce contrat de longue durée confère à un bailleur public la possibilité de consentir à un preneur des droits réels, jusqu'au rétrécissement ultime de la bande littorale. On peut y voir la présence d'un terme climatique, à savoir une modalité permettant l'adaptation progressive des obligations du bail réel à l'érosion côtière.

LPA202s7 **Les droits fantomatiques des personnes nées d'une PMA dont le tiers donneur est décédé**

PAGE 27

Sur l'application de la loi Bioéthique de 2021 par la CAPADD

Delphine Krzisch

La loi Bioéthique de 2021 avait notamment pour ambition d'atténuer les conséquences de l'anonymat absolu des donneurs de gamètes sur les personnes nées de dons, privées d'une part de leur identité. La levée de l'anonymat du don sera effective en 2040, à la majorité des personnes nées de dons postérieurs à cette loi. Toutes celles nées avant doivent se contenter d'un dispositif qui n'est pas exempt de critiques : quid, par exemple, de l'anonymat complet encore opposé aux personnes nées d'un don, en raison du décès du tiers donneur ?

LPA202s4 **Droit pénal des mineurs et justice restaurative : des interprétations et des confusions très dommageables**

PAGE 30

Robert Cario

La justice restaurative a enfin été intégrée au Code de la justice pénale des mineurs, sept ans après la loi du 15 août 2014, pourtant applicable dès le 1^{er} octobre aux infracteurs majeurs comme aux infracteurs mineurs. Cependant, ce n'est pas sans inquiétude que des dérives s'observent tant dans l'interprétation des textes – principalement de l'article L. 13-4 CJPM – que dans la nature des pratiques – prétendues restauratives – qui sont appliquées.

JURISPRUDENCE

LPA202t5 **La théorie de la représentation est-elle soluble dans les fonds communs de placement ?**

PAGE 40

Thomas Gérard

Cass. com., 11 oct. 2023, n° 21-24776

Selon la Cour de cassation, les sociétés de gestion disposent du pouvoir d'agir au nom des porteurs de parts des fonds communs de placement qu'elles gèrent pour faire valoir les droits attachés aux actions détenues par ces fonds, y compris celui d'agir dans l'intérêt social. Il en découle que les sociétés de gestion sont recevables à exercer l'action ut singuli prévue à l'article L. 225-252 du Code de commerce. Fondée sur l'idée selon laquelle les sociétés de gestion de fonds communs de placement représentent les porteurs de parts, la solution consacrée repose sur une compréhension erronée de la structure juridique des fonds communs de placement. En la matière, le recours à la théorie de la représentation apparaît à la fois inexact et dispensable.

LPA202t4 **Un fort taux d'endettement n'implique pas nécessairement le devoir de mise en garde**

PAGE 44

Jérôme Lasserre Capdeville

Cass. 1^{re} civ., 12 juill. 2023, n° 22-11321

Une cour d'appel peut considérer que les emprunteurs disposaient d'un « reste à vivre » suffisant pour s'acquitter des mensualités du crédit et que celui-ci ne créait pas d'endettement nouveau à l'issue de la période relais. Elle est alors en droit de déduire que le prêteur n'était pas tenu à une obligation de mise en garde.

LPA202t3 **À l'audience, le respect de la parole en dernier à la défense est d'or**

PAGE 48

Nacéra Amraoui

Cass. crim., 6 sept. 2023, n° 22-85866

Dans l'arrêt en date du 6 septembre 2023, la chambre criminelle de la Cour de cassation rappelle que, en cas de doute manifeste ressortant de mentions contradictoires d'un arrêt de la cour d'appel ne permettant pas de déterminer avec précision si l'avocat du prévenu a eu la parole en dernier à l'audience, la procédure est entachée de nullité.

LPA202t2 **L'impécuniosité du demandeur à l'arbitrage n'est pas, en soi, de nature à caractériser l'inapplicabilité manifeste d'une clause compromissoire**

PAGE 51

Pierre-Claver Kamgaing

Cass. 1^{er} civ., 27 sept. 2023, n° 22-19859

La première chambre civile de la Cour de cassation poursuit sa jurisprudence relative à l'application de l'article 1448 du Code de procédure civile, en rappelant que l'impécuniosité du demandeur à l'arbitrage n'est pas, en soi, de nature à caractériser l'inapplicabilité manifeste d'une clause compromissoire. Ainsi, lorsqu'un litige relevant d'une convention d'arbitrage est porté devant une juridiction étatique par un demandeur impécunieux, celle-ci se déclare incompétente, à moins qu'il soit « soutenu qu'une tentative préalable d'engagement d'une procédure arbitrale [a] échoué, faute de remède apporté aux difficultés financières alléguées ». La Cour réaffirme ainsi sa volonté de protéger la force obligatoire de la convention d'arbitrage et l'effet négatif du principe compétence-compétence qui en découle. Force est cependant de constater d'une part que les contours de l'obligation de la tentative préalable d'arbitrage demeurent flous et que sa mise en œuvre pose quelques difficultés pratiques. D'autre part, un voile de mystère enveloppe « l'échec » de cette tentative d'arbitrage qui devrait, selon la Cour, caractériser l'inapplicabilité manifeste de la convention d'arbitrage.

LPA202t1 **L'entrepreneur individuel à responsabilité limitée en surendettement : la jurisprudence piétine**

PAGE 65

Véronique Legrand

Cass. 2^e civ., 26 oct. 2023, n° 21-25581

Les arrêts rendus par la Cour de cassation concernant des EIRL sont suffisamment rares, surtout dans le domaine du surendettement, pour qu'ils n'échappent pas à l'attention. Il est à noter que la disparition du statut d'EIRL pour l'avenir actée dans la loi du 14 février 2022 en faveur de l'activité professionnelle indépendante n'empêchera pas les EIRL en place de se maintenir pour de nombreuses années et le contentieux susceptible de survenir en cas d'insolvabilité pourra encore se poser. On prête d'autant plus attention à ces décisions que le nouvel entrepreneur consacré par la loi précitée est lui aussi doté de deux patrimoines.

LPA202t0 **Construction sur le terrain d'autrui : l'action en remboursement n'est pas subordonnée à l'éviction du tiers constructeur**

PAGE 69

Paul-Ludovic Niel et Marcie Morin

Cass. 3^e civ., 21 sept. 2023, n° 22-15359

L'action en remboursement de celui qui a construit sur le terrain d'autrui avec des matériaux lui appartenant, contre le propriétaire du fonds, prévue au troisième alinéa de l'article 555 du Code civil, n'est pas subordonnée à son éviction.

LPA202s9 **Les derniers fragments du double régime de dénonciation et d'alerte du salarié**

PAGE 73

Adama Zoromé

Cass. soc., 13 sept. 2023, n° 21-22301

En énonçant que le salarié dénonciateur n'est pas soumis à l'exigence de désintéressement, mais seulement à celle de la bonne foi, la haute juridiction fait une application juste de l'ancien article 1132-3-3, alinéa 1^{er}, du Code du travail. Elle atteste également de l'existence du double régime de dénonciation et d'alerte du salarié. Cependant, avec l'unification de ces deux régimes depuis l'entrée en vigueur de la loi Waserman, le salarié dénonciateur bénéficie de la protection due au lanceur d'alerte dès lors que la dénonciation est faite de bonne foi. La portée de cet arrêt est donc limitée aux faits antérieurs au 1^{er} septembre 2022.

LPA202s3 Congés payés et arrêts maladie : au tour du Conseil constitutionnel d'être saisi

PAGE 77

Bruno Serizay

Cass. soc., 15 nov. 2023, n° 23-14806

Le débat sur la possibilité pour les salariés malades d'acquiescer, pendant les arrêts de travail, des droits à congés payés est relancé. La Cour de cassation a décidé le 15 novembre de renvoyer au Conseil constitutionnel deux questions portant sur la constitutionnalité des articles du Code du travail qui associent l'acquisition des congés payés à la réalisation d'un travail effectif.

LPA202s2 Dispense d'assistance pour l'action en justice du curatellaire concernant un acte relatif à sa personne en santé psychiatrique

PAGE 78

David Noguéro

Cass. 1^{re} civ., 5 juill. 2023, n° 23-10096

En vertu des articles 415 et 459 du Code civil et L. 3211-12 du Code de la santé publique, tant la saisine du juge des libertés et de la détention aux fins d'obtenir la mainlevée d'une mesure de soins sans consentement que l'appel de sa décision maintenant une telle mesure constituent des actes personnels que la personne majeure protégée peut accomplir seule. La décision qui concerne l'action en justice du curatellaire sans assistance du curatellaire dans le domaine personnel invite à s'interroger sur la portée de l'autonomie reconnue au majeur protégé.

LPA202s1 La vie privée des salariés face au droit à la preuve de l'employeur : la difficile cohabitation

PAGE 84

Mohammed-Amine Sourhami

Cass. soc., 4 oct. 2023, n° 21-25452

La production aux débats d'une preuve illicite destinée à justifier le licenciement d'une salariée est admise même si elle porte atteinte à la vie privée dès lors qu'elle est indispensable et proportionnée au but poursuivi. L'illicéité d'un moyen de preuve n'entraîne pas nécessairement son rejet des débats, le juge devant, lorsque cela lui est demandé, apprécier si l'utilisation de cette preuve a porté atteinte au caractère équitable de la procédure dans son ensemble, en mettant en balance le droit au respect de la vie personnelle du salarié et le droit à la preuve, lequel peut justifier la production d'éléments portant atteinte à la vie personnelle d'un salarié à la condition que cette production soit indispensable à l'exercice de ce droit et que l'atteinte soit strictement proportionnée au but poursuivi.

PRATIQUE

LPA202u1 Retraites : comment acheter des trimestres ?

PAGE 87

Romain Thiesset

À l'approche de la retraite nombreuses sont les questions relatives au rachat des trimestres. Qui peut bénéficier du rachat des trimestres et comment ? Combien de trimestres peut-on racheter ? Quelles sont les démarches à accomplir ? Combien cela coûte-t-il ? Le point avec Romain Thiesset, avocat associé de Capstan Avocats.

Pour soumettre un article à la rédaction, merci d'adresser votre fichier à l'adresse suivante :
redaction@llextenso.fr

BULLETIN JOLY BOURSE

ACTUALITÉ DU DROIT FINANCIER

À LA UNE

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

**Affaire *Prologue* : cassation partielle et précisions inédites
en matière d'offres publiques et de recours contre les décisions
de l'AMF** → PAGE 38

Nicolas RONTCHEVSKY, Kami HAERI et Robin HASSID

**OPA obligatoire : dérogations accordées au visa
de l'article 234-9, 2°, du RGAMF sans que ce texte soit appliqué** → PAGE 43

Dominique SCHMIDT

INFORMATION DU PUBLIC

**Affaire *Montaigne Fashion Group* : précisions sur le régime
de la faute des dirigeants pour mauvaise information du public,
approximations dans le calcul du préjudice** → PAGE 20

Dominique BOMPOINT et Vincent RAMONÉDA

ABUS DE MARCHÉ

**Le cumul de manquements d'initié pour une même
opération prohibée** → PAGE 14

Maxime GALLAND

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJB201p3 • **DAC 8 : les crypto-actifs fiscalement décryptés au niveau européen** 4
Pablo GUÉDON

AUTORITÉS DE SUPERVISION

- BJB201p7 • **Mécanismes contre la volatilité des marchés financiers : les éclairages de l'ESMA** 7
Emmanuelle BOURETZ – ESMA, *Supervisory Briefing on the calibration of circuit breakers*, 12 oct. 2023, ESMA74-2134169708-6975

ABUS DE MARCHÉ

- BJB201p2 • **Le cumul de manquements d'initié pour une même opération prohibée** 14
Maxime GALLAND – AMF, déc., 10 nov. 2023, n° 13, SAN 2023-14

INFORMATION DU PUBLIC

- BJB201p8 • **Affaire *Montaigne Fashion Group* : précisions sur le régime de la faute des dirigeants pour mauvaise information du public, approximations dans le calcul du préjudice** 20
Dominique BOMPOINT et Vincent RAMONÉDA – CA Paris, 5-9, 14 sept. 2023, n° 21/11057

PRESTATAIRES

- BJB201p9 • **Nouvelle sanction d'un CIF au titre de ses activités en matière de conseil en gestion de patrimoine** 28
Jérôme HERBET – AMF, déc., 19 déc. 2023, n° 16, SAN-2023-17
- BJB201q8 • **Première décision de la commission des sanctions de l'AMF sur les agents liés à des PSI** 32
Emmanuelle BOURETZ – AMF, déc., 10 nov. 2023, n° 14, SAN-2023-15

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

- BJB201q1 • **Affaire *Prologue* : cassation partielle et précisions inédites en matière d'offres publiques et de recours contre les décisions de l'AMF** 38
Nicolas RONTCHEVSKY, Kami HAERI et Robin HASSID – Cass. com., 8 nov. 2023, n° 21-18318, Sté Prologue c/ Autorité des marchés financiers, FS-B
- BJB201p1 • **OPA obligatoire : dérogations accordées au visa de l'article 234-9, 2°, du RGAMF sans que ce texte soit appliqué** 43
Dominique SCHMIDT – CA Paris, 5-7, 9 nov. 2023, n° 23/09249

SOCIÉTÉS COTÉES

- BJB201p6 • **Société de gestion de portefeuille et action sociale *ut singuli*** 48
Isabelle RIASSETTO – Cass. com., 11 oct. 2023, n° 21-24776, F-B

DOCTRINE

- BJB201p5 • **Offres publiques en deux temps : du contrôle de la conformité à la mise en cause des responsabilités** 53
Quentin BERTRAND

À la une

Jury crashé...

note par Benjamin FIORINI sous Cons. const., QPC, 24 nov. 2023

Le salut du jury populaire ne viendra pas du Palais-Royal... Par une décision du 24 novembre 2023, le Conseil constitutionnel a déclaré conformes à la Constitution les dispositions législatives organisant l'existence et le fonctionnement des cours criminelles départementales.



© Pictarena_AdobeStock

Actualité

« Il faut donner davantage envie aux avocats de s'impliquer dans la vie ordinaire »

entretien avec Jean-Raphaël FERNANDEZ

Technique

Maternité et protection contre le licenciement

par Steven RIOCHE

Doctrine

Les règles relatives aux contrats conclus en ligne : un cadre réglementaire connu, mais un acquis pour tous ?

étude par Sylvie GALLAGE-ALWIS et Nikita YAHOUÉDEOU

Actes de colloque

Les Ateliers des voies d'exécution

Gazette Spécialisée

PROCÉDURE CIVILE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Soraya AMRANI-MEKKI

Agrégée des facultés de droit, directrice de la spécialité Contentieux économique et Arbitrage à l'École de droit de Sciences Po Paris

AVEC LA PARTICIPATION DE

Corinne BLÉRY, Matthieu BRUEDER, Thibault GOUJON-BETHAN, Thomas Habu GROUD, Florence GUERRE, Marilyn GUEZ, Nicolas HOFFSCHIR, Mehdi KEBIR, Lucie MAYER, Vincent ORIF et Martin PLISSONNIER



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

Responsable scientifique :

Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

- Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

- Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

- Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 713 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

La semaine prochaine, parution du hors-série
sur les derniers États généraux du dommage corporel.
Reprise des publications normales le 6 février 2024.

Actualité

GPL458q0 ■ La réforme de la procédure civile s'invite à la première AG
du CNB 3

GPL458o4 ■ Dominique Lenfantin, nouveau président du tribunal
judiciaire de Lyon 5

GPL458q3 ■ « Il faut donner davantage envie aux avocats de s'impliquer
dans la vie ordinale »
entretien avec Jean-Raphaël FERNANDEZ 6

Technique

GPL458e1 ■ Maternité et protection contre le licenciement
par Steven RIOCHE 8

Doctrine

GPL458h0 ■ Les règles relatives aux contrats conclus en ligne : un cadre
réglementaire connu, mais un acquis pour tous ?
étude par Sylvie GALLAGE-ALWIS et Nikita YAHOUEDOU 11

Jurisprudence

GPL458m8 ■ Jury crashé...
note par Benjamin FIORINI sous Cons. const., QPC, 24 nov. 2023 15

GPL458l8 ■ Baisse d'activité de l'entreprise : l'employeur ne peut pas
réduire unilatéralement le temps de travail de sa salariée
note par Cassandre GENONCEAU sous Cass. soc., 8 nov. 2023 19

GPL458m2 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 22

GPL458i1 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 27

GPL458p6 ■ Panorama de jurisprudence de la CEDH
par Catherine BERLAUD 30

GPL458i8 ■ Chronique de jurisprudence du Conseil d'État -
Contentieux administratif et Convention européenne des droits
de l'Homme

par Benjamin DEFOORT

avec la collaboration de Clémence APPERT <https://lext.so/GPL458i8>



Actes de colloque

GPL457q2 ■ Les Ateliers des voies d'exécution 32

Aux marches du Palais

Portrait

GPL458m3 ■ Arnaud Honnet, bâtonnier du barreau de l'Aube 50

Gazette Spécialisée

PROCÉDURE CIVILE

51

Sous la responsabilité scientifique de
Soraya AMRANI-MEKKI

Droit des sociétés, n° 2 du 01 février 2024

Sommaire du numéro

Repère

COMPÉTENCE

De l'exclusivité de la compétence du tribunal de commerce dans les contestations relatives aux sociétés commerciales

N° 2 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | DEVOIR DE VIGILANCE

Devoir de vigilance des entreprises : encore des étapes franchies !

N° 12

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | DROITS SOCIAUX

Évaluation des droits sociaux : précisions sur les obligations respectives de l'expert et du juge

N° 13 - Par Clara LAVIELLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | SOCIÉTÉ COMMERCIALE

Pas d'option de compétence pour le dirigeant non commerçant d'une société commerciale

N° 14 - Par Clara LAVIELLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | SCI

Demande de désignation d'un mandataire ad hoc et intérêt social

N° 15 - Par Clara LAVIELLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | TRANSFERT D'ENTREPRISE

Articulation entre les règles sur le transfert d'entreprise et celles sur les procédures d'insolvabilité lorsqu'elles sont initiées hors de France

N° 16

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | COOPÉRATIVE AGRICOLE

Société coopérative agricole : connexité et compensation entre la dette du coopérateur et le capital social souscrit auprès de la coopérative

N° 17

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Responsabilité pour insuffisance d'actif : précisions sur la responsabilité du représentant légal de la personne morale dirigeante d'une SAS

N° 18

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | GUICHET UNIQUE DES ENTREPRISES

Fermeture de l'accès direct à Infogreffe et nouvelle procédure de secours pour 2024

N° 19

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | GUICHET UNIQUE DES ENTREPRISES

Publication de l'arrêté fixant une nouvelle procédure de secours pour 2024

N° 20

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | COUR DES COMPTES

La Cour des comptes torpille le guichet unique

N° 21

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | DURABILITÉ

Informations en matière de durabilité et obligations ESG des sociétés commerciales : les premiers textes d'application de l'ordonnance sont publiés

N° 22

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | FRAUDE

Renforcement du contrôle des prix de transfert des entreprises multinationales

N° 23

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | PGE

Reconduction pour 3 années supplémentaires du dispositif de restructuration de PGE via la médiation du crédit

N° 24

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Dispositions relatives à la procédure applicable aux investissements étrangers en France

N° 25

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | AMF

Proposition de l'AMF pour renforcer l'information des investisseurs sur l'évaluation des conseils d'administration des sociétés cotées

N° 26

[Consulter le PDF](#)



TITRES FINANCIERS

L'obstacle à la revendication de titres financiers érigé par l'article L. 211-16 du Code monétaire et financier

N° 2 - Par Claude FERRY

[Consulter le PDF](#)

Chronique



DROIT PATRIMONIAL DES SOCIÉTÉS

Droit patrimonial des sociétés 2023

N° 1 - Par Estelle NAUDIN et Fabrice COLLARD

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | SOCIÉTÉS EN FORMATION

Spectaculaire et heureux recul du formalisme de la reprise des actes !

N° 15 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | DÉCISIONS D'ASSOCIÉS

L'unanimité chasse l'abus de majorité

N° 16 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SOCIÉTÉ CIVILE ET AUTRES GROUPEMENTS

Précisions autour de la désignation d'un mandataire chargé de provoquer une délibération des associés dans une société civile

N° 17 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SOCIÉTÉ CIVILE ET AUTRES GROUPEMENTS

Conséquences de la perte de la personnalité morale des sociétés civiles non immatriculées

N° 18 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SA

Action sociale ut singuli et mise à la charge de l'intéressé des conséquences préjudiciables d'une convention réglementée désapprouvée

N° 19 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SNC

Florilège en matière de décision collective : panachage, vote par correspondance et dérogation aux statuts

N° 20 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | AMF

Rapport 2023 de l'AMF sur le gouvernement d'entreprise : le conseil d'administration sur le grill...

N° 21 - Par Julien GRANOTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | CONTENTIEUX AMF

Affaire Prologue : confirmation partielle de l'arrêt d'appel

N° 22 - Par Julien GRANOTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | CONTRÔLEUR

Désignation

N° 23 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | DÉCLARATION DE CRÉANCE

Société étrangère

N° 24 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | VÉRIFICATION DES CRÉANCES

Voie de recours

N° 25 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | PERSONNE MORALE

La nécessaire identification de la personne physique organe ou représentant de la personne morale

N° 26 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | PERSONNE MORALE

Action civile d'une personne morale, préjudice commercial et préjudice d'image

N° 27 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

Détention d'un immeuble situé en France

N° 28 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | PLUS-VALUES DES ENTREPRISES

Plus-values des entreprises individuelles et des sociétés de personnes

N° 29 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)